



1^{er} séminaire des Projets Alimentaires de Territoire en Occitanie

Mercredi 20 et jeudi 21 novembre 2019

Colloque organisé par la DRAAF Occitanie, au lycée agricole Charlemagne à Carcassonne



Contenu des interventions du 20/11 après-midi

Table-ronde : Le projet alimentaire de territoire, un outil au service des collectivités. Quels engagements et quels impacts pour le territoire ?

► **Cathy CHAULET, vice-présidente déléguée au développement du bio et des circuits courts, à la qualité alimentaire et à la restauration collective (Conseil Départemental du Gard)**

Le Département du Gard déploie sa Politique alimentaire départementale depuis 2014. La même année, le Département est lauréat de l'appel à projet du Programme National pour l'Alimentation. En 2018, la Politique alimentaire du Gard est labellisée « Projet Alimentaire Territorial ».

La Politique alimentaire départementale traduit l'engagement des élus pour l'amélioration de la qualité de vie des Gardois et l'aménagement durable du territoire. Portée par Mme Cathy CHAULET, vice-présidente du Conseil départemental, la Politique alimentaire du Gard se caractérise par son approche systémique et sa territorialisation.

Politique transversale, elle recoupe l'ensemble des interventions du Conseil Départemental en matière d'alimentation (agriculture, circuits courts, tourisme, éducation, foncier, économie sociale et solidaire, aide alimentaire, accompagnement social, insertion, emploi, environnement, etc.) et concerne plusieurs délégations et de nombreux services. Politique territoriale, elle est déployée pour et avec les acteurs locaux. Elle met en œuvre le soutien aux projets du territoire, initiatives privées, associatives, citoyennes ou publiques. Le Département encourage également le développement des projets alimentaires infra-départementaux et accompagne les collectivités en ce sens.

En 2019, le Département a proposé aux acteurs du territoire une Charte d'engagement pour une alimentation de qualité dans le Gard, instance de gouvernance et de co-construction d'un programme d'actions intersectoriel et multipartenarial pour l'alimentation des Gardois. A ce jour, elle compte 35 signataires (préfet, Conseil Régional, DRAAF, DDARS, DAASEN, chambres consulaires, EPCI, interprofessions, associations, etc.).

► **Jean-Michel BOUAT, adjoint au Maire d'Albi, délégué au développement durable, à l'agriculture urbaine et à l'eau et vice-président de la Communauté d'Agglomération de l'Albigeois**

En 2014, face aux enjeux liés au développement durable, la Ville d'Albi s'est engagée dans une réflexion sur l'auto-suffisance alimentaire de son territoire. Cette démarche a mené la collectivité à conduire une politique en faveur d'une agriculture de proximité, avec notamment pour objectif de favoriser l'accès à une alimentation locale et de qualité pour l'ensemble des albigeois. De nombreuses actions ont été mises en place pour permettre l'appropriation et le développement de cette démarche sur le territoire (la multiplication des espaces comestibles sur l'ensemble de la Ville, le travail de la cuisine centrale pour s'approvisionner en produits locaux, le rachat de terrains par la Ville pour permettre l'installation de nouveaux maraîchers, etc.).

Le développement de ce projet a conduit la Ville à mettre en place un comité de pilotage constitué de nombreuses structures du territoire (Chambres consulaires, Établissements d'enseignement, associations, etc.). En octobre 2017, les membres du COPIL ont décidé de s'engager dans l'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial pour structurer la démarche. Aujourd'hui, le Projet Alimentaire Territorial de l'Albigeois a été approuvé par le conseil municipal du 24 juin 2019. Il reprend 5 objectifs, déclinés en 25 actions à mettre en œuvre sur la période 2018/2020.

► **Pierre BATAILLE, vice-président de la Communauté de Communes Pyrénées Catalanes, Maire de Fontarabouise et Stéphanie MACHELART, coordinatrice du PAT et chargée de mission à l'association Chemin Faisant**

Le projet « Manger mieux, bien et bien en Pyrénées Catalanes » se déploie sur un territoire rural de montagne des Pyrénées Orientales, frontalier avec l'Espagne et l'Andorre, et composé de trois zones : Cerdagne, Capcir et Haut-Conflent. Il s'agit d'un projet collaboratif, qui vise à rassembler les acteurs et les initiatives locales autour d'une vision commune de développement durable. Initié par un collectif de 4 partenaires : l'Association Chemin Faisant (acteur de prévention santé et coordonnateur du CLS), l'Association RépliqueS66 (acteur de l'éducation à la santé par l'alimentation), l'antenne CCI (acteur du développement économique) et EFormadis (organisme spécialisé dans les outils numériques), il a permis la mise en place d'actions autour des thèmes de la santé, de l'alimentation et du développement durable.

A partir de cette dynamique, des résultats obtenus et des besoins identifiés, un projet global et transversal a été élaboré en 2016, avec des actions autour de 5 axes stratégiques : la construction d'un projet de territoire, l'éducation à la santé par l'alimentation, la promotion des produits locaux, la réduction du gaspillage alimentaire et le don, les coopérations transfrontalières. Une gouvernance a été mise en place dès le début avec une instance de concertation territoriale (réunissant l'ensemble des acteurs locaux dans un espace de réflexion, d'échanges et de partages d'expériences), un comité de pilotage (instance décisionnelle avec les 4 partenaires engagés sur le projet), une coordination du projet (animation, gestion et suivi du projet) et l'animation d'équipes projet (travail sur des thématiques avec les acteurs concernés).

Aujourd'hui, les institutions du territoire (Communautés de Communes, PNR, Chambres Consulaires), présentes dans les instances de concertation territoriale et dans les groupes de travail, sont sollicitées pour s'engager plus fortement, prendre part pleinement à un portage commun du projet et à la co-construction du plan d'action.

► **Alain FAUCONNIER, Président du PNR des Grands Causses, maire de Saint-Affrique et président de la Communauté de communes Saint-Affricain, Roquefort, Sept vallons**

Le PAT Grands Causses Lévézou intègre les territoires du PNR Grands Causses et du PETR Lévézou, un périmètre sur lequel s'appuie déjà des contrats stratégiques comme le Contrat Territorial Régional, le Programme LEADER ou le Pôle Pleine Nature Massif Central. Sur la base d'une démarche engagée dès 2009, en lien avec la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron, le PAT s'appuie sur 4 acteurs : le PNR des Grands Causses qui assure le pilotage et la coordination du projet, la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron, les Locos Motivés et l'APABA, qui porte un projet partenarial s'appuyant sur les initiatives locales engagées ou en cours de réflexion. Ce partenariat est élargi à tous les acteurs locaux de l'alimentation dans un objectif d'émergence d'une gouvernance alimentaire du territoire.

Les axes stratégiques du PAT s'intègrent dans le projet stratégique de développement du territoire qui vise notamment à soutenir la filière brebis :

- Pour un monde agricole fort et diversifié : en accompagnant le développement et le renforcement des filières locales et la structuration d'outils collectifs
- Pour une amélioration la distribution locale : axe majeur du projet qui vise à améliorer la structuration de l'approvisionnement des restaurations collectives locales en améliorant la logistique de transports et de distribution
- Pour une meilleure alimentation de la population locale, par la sensibilisation des publics scolaires et structures médico-sociales
- Pour la valorisation des produits et des pratiques agricoles du territoire, par des actions de communication vers les consommateurs locaux et les touristes

Le projet est cofinancé par les fonds du Programme National pour l'Alimentation, des crédits du LEADER Grands Causses Lévézou et l'autofinancement de chacun des partenaires.

Intervention plénière : Démarches et outils pour la construction d'une gouvernance alimentaire territoriale

- ▶ **Yuna CHIFFOLEAU, directrice de recherche en sociologie économique (INRA SAD - UMR Innovation), co-animatrice du RMT Alimentation locale**

Les dispositifs de gouvernance alimentaire territoriale, tels que mis en place dans certains Projets Alimentaires Territoriaux ou conseils alimentaires locaux, ne sont pas forcément adaptés à l'implication réelle de tous les acteurs des territoires dans les actions et les décisions autour de l'alimentation et de son lien avec l'agriculture. Des travaux récents du Réseau Mixte Technologique Alimentation locale, notamment, montrent la difficulté à impliquer des acteurs économiques et des consommateurs à petit budget. Compléter ces dispositifs par la mise en place d'un réseau souple, évolutif, fédérant différents « mondes sociaux » avec l'appui de personnes et structures intermédiaires entre ces mondes, ouvre de nouvelles opportunités pour l'élaboration mais aussi le suivi de projets alimentaires plus inclusifs, dans la perspective d'une démocratie alimentaire. L'intervention présentera la démarche de construction de réseau conçue dans le cadre d'un projet opérationnel développé au sein du programme Massif Central avec 5 territoires partenaires, dont deux situés en Occitanie. Cette démarche sera mise en perspective avec des initiatives inspirantes mises en œuvre dans d'autres pays.

Contenu des interventions du 21/11 journée

1^{ère} série d'ateliers thématiques

- ▶ **Repenser la gouvernance alimentaire territoriale**

Responsable d'atelier : Yuna CHIFFOLEAU (INRA de Montpellier)

Repenser la gouvernance en tant que processus de construction d'un réseau fédérant différents « mondes sociaux » pour des projets alimentaires territoriaux plus inclusifs, s'approprier et mettre en pratique une démarche de construction de réseau à laquelle chacun, depuis son organisation, peut activement contribuer (explicitation de la démarche, application sur un territoire, mise en pratique en sous-groupes, partage des retours sur deux cas d'étude volontaires).

- ▶ **Un accès pour tous à une alimentation de qualité**

Responsables d'ateliers : Dominique PATUREL (INRA de Montpellier) et Adelyne MOUSTY (Légumes pour tous)

Comprendre la nécessité d'une approche globale de l'alimentation pour pouvoir exercer une citoyenneté alimentaire, identifier les freins à l'accès de tous à une alimentation de qualité, décoder les réalités de chaque acteur de la chaîne alimentaire pour sortir des analyses fragmentaires et croiser les regards pour pointer les leviers possibles (atelier sous forme de jeu de rôle : chaque groupe représente un acteur de la chaîne alimentaire).

- ▶ **Mobiliser du foncier en vue de favoriser l'installation**

Responsables d'ateliers : Donald LECOMTE, Simon MIQUEL et Hakima BECHOUA (DRAAF Occitanie)

Défricher les principales étapes à mener pour préserver le foncier agricole (inventaire, réorganisation, préemption/acquisition de terres) et favoriser l'installation d'agriculteurs (recherche de candidats, accompagnement avant et après l'installation), identifier les écueils à éviter et découvrir des outils et méthodes d'accompagnement (témoignages d'acteurs de

terrain sur plusieurs initiatives puis échanges avec les participants). La table ronde sera organisée autour de témoignages sur deux projets spécifiques, qui ont mobilisé différents acteurs à chaque fois.

► **Synergies alimentation, climat, économie circulaire**

Responsables d'ateliers : Christiane CHARTIER, Bertrand VERON (ADEME)

Faire le lien entre les actions menées dans les PAT et celles menées dans les politiques « Plan Climat » et « Économie circulaire », mieux identifier les axes forts de ces démarches et les relations possibles entre elles (grille de lecture commune), pour mener des politiques globales et intégrées tout en optimisant les moyens et les ressources (apport de témoignages d'initiatives, vidéo, réflexions et travaux en sous-groupes).

Intervention plénière : Présentation du Réseau National des PAT

► **Serge BONNEFOY, secrétaire technique (Terres en Ville, chef de file du RnPAT)**

Créé en 2017 Le RnPAT met en réseau tous les acteurs concernés par les PAT pour favoriser la co-construction et la mise en œuvre partagée des Projets Alimentaires Territoriaux. Il compte aujourd'hui 103 membres, acteurs territoriaux et acteurs nationaux. En saison 2 (2018 - 2021), le RnPAT souhaite consolider la co-construction des PAT à tous les niveaux et entre niveaux, rééquilibrer la dynamique PAT au profit des territoires ruraux et contribuer à la cohérence des politiques alimentaires. Prônant une vision systémique de l'alimentation impliquant la collectivité porteuse du projet de Territoire, le RnPAT appuie les acteurs de PAT en aidant à la sensibilisation des élus et des principaux partenaires, en observant et évaluant les PAT grâce à son Observatoire national (OnPAT), en accompagnant les acteurs grâce à sa banque de ressources, en valorisant les innovations grâce à ses PATLab et en contribuant aux cohérences thématiques et territoriales. Serge Bonnefoy illustrera ce propos en présentant deux ou trois outils méthodologiques du RnPAT, mettra en exergue le bénéfice de l'effet réseau, les bienfaits des activités communes ainsi que les fonctions de veille, de prospective et de contribution politique du réseau. Sans oublier un rapide état des lieux des PAT en France.

2^{ème} série d'ateliers thématiques

► **SYALINNOV : une démarche pour évaluer la contribution d'un projet à la durabilité du système alimentaire**

Responsables d'ateliers : Pierre LERAY et Claire BERNARDIN (Montpellier SupAgro)

Appréhender de manière réaliste et opérationnelle l'évaluation de la contribution d'un projet à la durabilité du système alimentaire territorial à partir de la méthode Syalinov, voir comment cela permet aux différents acteurs impliqués d'entrer dans des démarches de progrès et d'alimenter leur plaidoyer auprès des décideurs politiques (présentation de la démarche Syalinov, témoignage d'une initiative, échanges avec les participants).

► **Reterritorialisation des filières alimentaires : Atelier d'échanges de pratiques**

Responsables d'ateliers : Juliette PERES (FAB'LIM) et Anne-Cécile BRIT (INRA de Montpellier)

Décoder en quoi la reterritorialisation des filières peut être un vecteur de transition vers des systèmes alimentaires plus durables, analyser ensemble vos retours d'expériences de terrain en matière d'organisation, de gouvernance, de modèle économique et d'innovations pour répondre aux grands défis environnementaux (atelier d'analyse de la pratique entre opérateurs socio-économiques et accompagnateurs de filières locales).

► **Synergies PAT - CLS**

Responsables d'ateliers : Claire DERAM (DRAAF Occitanie) et Anne GENY (ARS Occitanie)

Partager les dispositifs « santé » pouvant être mobilisés dans le cadre d'un PAT, favoriser la réflexion sur les synergies territoriales possibles entre PAT et Contrats Locaux de Santé (CLS) et montrer leurs plus-values, voir comment ces dispositifs peuvent être reliés et co-animés - public cible : territoires porteurs de PAT ayant prévu ou développé un axe autour de la santé, et acteurs de la sphère santé parties prenantes de PAT ou souhaitant le devenir (apport de témoignages et échanges avec les participants).

► **Et si on mettait de la culture dans les PAT...**

Responsables d'ateliers : Florence CAUDRELIER (DRAC Occitanie) et James CHAIGNEAUD (DRAAF Occitanie)

Voir comment fédérer énergie et talents pour faire émerger des projets croisant culture et alimentation (patrimoine, paysages, métiers, création artistique, artisanat d'art...) en favorisant la mise en lien des acteurs et des ressources (travail sur les représentations des participants, présentation d'initiatives croisant les dimensions culture et alimentation, présentation de politiques publiques à même d'accompagner des PAT ayant une dimension culturelle).

Table-ronde sur le financement des projets alimentaires de territoire

► **Serge BONNEFOY, secrétaire technique (Terres en Ville, chef de file du RnPAT)**

Il n'existe pas aujourd'hui de financement important et pérenne, accordé systématiquement à tout PAT dans la durée. C'est en fait un ensemble de financements variés et souvent limités en montant qui peuvent potentiellement aider à l'élaboration du PAT et la réalisation de son programme d'actions.

Le guide méthodologique « Construire une stratégie de financement d'un PAT » réalisé dans le cadre du RnPAT par Terres en villes et CAP Rural invite le porteur de projet à bien apprécier les particularités du financement d'un PAT, à bien identifier les besoins et les sources de financements avant de développer une véritable stratégie financière capitalisable et reproductible pour rompre avec la recherche d'opportunités au coup par coup.

Et la confrontation des expériences locales est indispensable à une bonne acculturation des porteurs de projet.

► **Thomas GALLAND, animateur (SCIC Maison Paysanne)**

Le projet de PAT Haute-Vallée de l'Aude a été initié en 2016 par Nature et Progrès Aude qui en assurait la coordination. Il regroupe le territoire des deux Communautés de Communes du Limouxin et des Pyrénées Audoises (PETR HVA), soit 140 communes pour 45 000 habitants. Fin 2016, un premier dossier de demande de subvention avait été déposé au Programme National de l'Alimentation, porté par le PTCE 3.EVA. Quoique le projet n'ait pas été retenu, un comité technique et un comité de pilotage ont continué de se réunir pour affiner le plan d'action et faire émerger une participation très diversifiée (petites associations locales, associations départementales, collectivités, institutions, OPA...). Animé par la volonté de partager le projet avec d'autres territoires et soucieux d'être innovant, le PAT HVA s'est ensuite associé au PAT de Castelnaudary pour monter un nouveau projet dit « Inter-PAT », avec des actions partagées entre les territoires et des transferts d'actions déjà développées d'un territoire à l'autre. Ce nouveau projet n'ayant pas été retenu au national, d'autres fonds locaux ont été mobilisés, via la DRAAF Occitanie et un projet de coopération LEADER entre les GAL des deux territoires concernés. Le PAT n'est pas à proprement parler un dispositif financier mais plutôt un cadre d'action, c'est à chaque porteur de construire son ingénierie financière en fonction des acteurs et des particularités du territoire couvert. Il est important d'associer dès le début les collectivités locales.

► **Kristel MOINET, animatrice filières, projets collectifs et territoriaux (BIOCIVAM de l'Aude)**

Dans la plaine céréalière du Lauragais, la ville de Castelnaudary a initié depuis 2013 une démarche PAT avec un 1^{er} Comité local de l'alimentation. Depuis un large programme d'actions multi-partenariales est mis en œuvre dans la ville. En plus d'actions spécifiques sur le développement des filières agro-alimentaires biologiques, le Biocivam de l'Aude accompagne, depuis 2016, la Ville dans le montage de dossiers et l'ingénierie financière liés la mise en œuvre

du PAT. Après des demandes d'appui infructueuses dans le cadre de l'appel à projet PNA, mais avec le soutien de la DRAAF Occitanie, nous nous sommes tournés vers les financements européens LEADER du GAL Pays Lauragais. Un premier financement a été retenu en 2017-2018 et un second pour 2019-2020. Ensuite conscients des limites des financements publics nationaux, mais aussi de l'importance de créer des collaborations plaines-montagnes entre territoires proches, la ville de Castelnaudary s'est associée à la démarche PAT Vallée de l'Aude (HVA) et espère ainsi bénéficier de fonds dédiés à la coopération entre territoires LEADER. Cette collaboration permettra le transfert d'expériences, la mutualisation d'outils et le développement de filières interterritoriales. Contrairement à la démarche PAT HVA, une municipalité comme la ville de Castelnaudary a plus de facilité pour apporter des cofinancements et mobiliser des financements extérieurs, mais aussi plus de risques de déconnecter son action de la mobilisation associative et citoyenne du territoire. Il est donc essentiel d'associer les habitants, associations et entreprises.

► **Mara BRUN, animatrice CLS (Communauté de Communes du Haut Allier)**

Le Projet Alimentaire du Haut Allier se situe au Nord Est de la Lozère, territoire rural de moyenne montagne faiblement peuplé. L'enjeu d'une alimentation de qualité a émergé à la fois des axes de travail du Contrat Local de Santé (CLS) du Haut Allier et des dynamismes d'acteurs locaux. Afin de proposer un projet cohérent, la coordinatrice du CLS a suivi le Diplôme Universitaire « Chef de projet en alimentation durable » (Université Côte d'Azur/ Ville de Mouans-Sartoux) en 2018 durant laquelle elle a élaboré un diagnostic de territoire. Ce diagnostic a permis d'identifier les acteurs clés de ce PAT puis de travailler ensemble à une candidature dans le cadre de l'appel à projets PNA. Le projet a été retenu régionalement et il bénéficie de financements de la DRAAF et de l'ADEME, en plus de ceux de l'ARS et des financeurs du CLS, puisque l'animation est assurée par le CLS. Le travail partenarial étroit facilite la cohérence avec d'autres projets et dynamismes propres aux partenaires, venant ainsi enrichir le PAT.

► **Marie-Agnès BRANDY, chargée de mission alimentation et circuits courts (Pays Midi Quercy)**

Depuis 2010, le Pays Midi Quercy, territoire rural à vocation agricole, a construit plusieurs projets autour de l'alimentation, en partenariat avec les acteurs locaux : mise en place d'une charte à l'installation et d'une charte du bien vivre ensemble et création d'un Signe de Reconnaissance Territoriale. En 2015, le PETR du Pays Midi-Quercy a inscrit dans l'axe 2 de son projet « Pour un territoire viable », la préfiguration et le déploiement d'un Projet Alimentaire de Territoire (PAT). Le travail autour de sa préfiguration fut tout d'abord financé par des aides européennes Leader. Puis, le projet de PAT fut retenu au PNA 2016-2017. Il était composé de 2 volets : une dimension « gouvernance territoriale », avec un travail de pilotage autour de la co-construction et de l'élaboration du PAT et une dimension inclusive, avec un programme partenarial d'animations pour accompagner et créer de la médiation autour du PAT. L'année 2019 a permis le développement, en partenariat avec les acteurs locaux, de projets structurants tels que des actions autour de la transmission d'exploitations agricoles (visites de ferme), la création de groupements d'achats citoyens et le développement de l'approvisionnement des cantines en produits locaux et/ou bio. Ces actions ont bénéficié des aides financières de la Région, de l'Europe et de la DRAAF sur le volet ingénierie territoriale de l'appel à projet lancé par la Région Occitanie. Le Pays a présenté un panel de nouvelles actions sur l'appel à projet 2020. La nécessité de lever des financements pour mener à bien les différentes actions implique un travail de mise en lien avec les attendus des financeurs ainsi qu'une concertation régulière avec les acteurs locaux.

Ce document rédigé par les intervenants au séminaire.



1^{er} séminaire des Projets Alimentaires de Territoire en Occitanie

Mercredi 20 et jeudi 21 novembre 2019

Colloque organisé par la DRAAF Occitanie, au lycée agricole Charlemagne à Carcassonne